

Communiqué de Presse

Tripartite

Le modèle social luxembourgeois vaut bien une grève générale!

L'OGBL, ensemble avec les autres syndicats, l'avaient dit haut et fort le 16 mai 2009: La crise ne doit pas servir de prétexte à un quelconque démantèlement social. Les salariés, les pensionnés et les bénéficiaires d'aides sociales n'ont pas causé cette crise et ne veulent pas payer la facture à deux reprises. Partout dans le monde et au Luxembourg, les salariés en ont déjà payé la majeure partie: par le chômage, le chômage partiel, l'augmentation de la pauvreté, le manque de perspectives pour la jeune génération ayant terminé ses études et le manque de perspectives pour les salariés plus âgés ayant perdu leur travail. Et s'ajoute au Luxembourg le retardement de l'indexation des salaires et pensions.

30.000 manifestants ont soutenu exactement cet avertissement des syndicats. A l'occasion des élections nationales, les partis politiques qui aujourd'hui forment le gouvernement ont promis de défendre le modèle social luxembourgeois et de ne pas vouloir pratiquer de démantèlement social.

Les revendications patronales sont scandaleuses!

Dans le cadre des négociations tripartites en cours, le côté patronal cependant tente avec insistance de détruire le modèle social luxembourgeois.

Les revendications patronales sont claires et inacceptables:

1. suspension de l'indexation des salaires et pensions pour une période de deux ans;
2. pas d'adaptation du salaire minimum légal à l'évolution générale des salaires – en conséquence, l'ajustement des retraites ne jouera pas non plus;
3. diminution des salaires qui seraient apparemment de 10 à 20% trop élevés par rapport à l'étranger;
4. extension de la flexibilité du temps de travail – ainsi, on envisage sérieusement d'introduire la semaine de jusqu'à 56 heures dans le secteur du bâtiment;
5. la part patronale des cotisations sociales ne doit en aucun cas être augmentée, les salariés et pensionnés sont appelés à payer eux-mêmes leurs coûts de santé, santé que bien souvent ils ont sacrifié à leur entreprise. La responsabilité sociale des entreprises va être abolie.

Les revendications patronales sont scandaleuses et inacceptables. Elles conduiraient



Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

Mil Lorang
Département Communication et Relations publiques

146, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg
Tél.: (+352) 496005-262 Fax: (+352) 496005-290 www.ogbl.lu
email : mil.lorang@ogbl.lu

Communiqué de Presse

(suite)

à l'appauvrissement du Luxembourg, mettraient en péril la paix sociale sans pour autant présenter une solution pour le développement future de notre pays. Au contraire, les propositions patronales mènent à l'impasse. L'OGBL a fait des propositions concrètes et positives qui jusqu'à ce jour n'ont pas trouvé d'écho.

Le gouvernement cache son jeu, reste en plus attaché à sa politique de réduction du déficit public qui risque de mener à une politique de démantèlement social.

De quelle façon cette politique de réduction du déficit public sera-t-elle menée? Aux frais de qui?

Par le biais de la politique d'investissement? Quels investissements sont prioritaires, lesquels peuvent attendre? De quel luxe avons-nous besoin? Où pourront être réalisées des économies raisonnables? Quand est-ce que ces discussions seront-elles entamées?

Les rapporteurs budgétaires prétendent que par le biais d'une autre procédure budgétaire on pourrait épargner jusqu'à 10%; si tel est le cas, pourquoi nous ne le faisons pas?

On parle de sélectivité sociale; qu'est-ce que cela veut-il dire exactement? Mettez cartes sur table!

L'augmentation des recettes représente certes une alternative à la politique d'austérité. Mais comment le gouvernement voit-il une augmentation des impôts équitable? Qui devrait être concerné? A nouveaux les personnes avec un revenu normal ou enfin les hauts revenus?

L'OGBL revendique que le gouvernement se réclame enfin de façon claire et nette du modèle social luxembourgeois et qu'il refuse toute forme de démantèlement social.

Si cela ne plaît pas aux patrons bien aisés et qui bénéficient d'une excellente protection sociale, ils peuvent tout simplement quitter la table des négociations.

Il n'y aura en aucun cas un accord qui comprendrait le démantèlement social.

Le modèle social luxembourgeois vaut bien une grève générale pour l'OGBL!

**Communiqué par le Bureau exécutif de l'OGBL
le 26 mars 2010**